



SOMMAIRE

- 01**
Éditorial
- 02**
Que retenir de l'évaluation PASEC au Congo ?
- 03**
Atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique au Congo.
- 04**
Que retenir de l'évaluation PASEC au Burkina Faso ?
- 05**
Atelier de restitution des résultats de l'évaluation au Burkina Faso.
- 06**
Que retenir de l'évaluation PASEC de Maurice ?
- 07**
Atelier de restitution des résultats de l'évaluation du système d'enseignement de Maurice.
- 08**
Que retenir de l'évaluation au Gabon ?
- 09**
Atelier de restitution des résultats de l'évaluation du système d'enseignement gabonais.
- 10**
Que retenir de l'évaluation du système éducatif du Sénégal ?
- 11**
Atelier de restitution des résultats de l'évaluation du système éducatif du Sénégal.
- 12**
Atelier international de formation du PASEC 2009.

ÉDITORIAL



Le Gabon, Maurice, le Burkina Faso, le Congo et le Sénégal. Cinq pays, cinq évaluations diagnostiques dont les résultats ont été rendus publics lors d'ateliers de restitution, tenus au cours du deuxième semestre de 2009. Le tout dernier, celui du Sénégal, clôturait ainsi les phases du PASEC VII et VIII, portant ainsi le nombre total des évaluations réalisées à ce jour à 24. 11 autres, inscrites dans

les phases IX et X du PASEC, sont actuellement en cours de réalisation ou en instance de démarrage. Trois de ces évaluations concernent des pays d'Asie du Sud-Est, précisément le Cambodge, le Vietnam et la République démocratique et populaire lao. Des pays dont les systèmes éducatifs présentent, tant dans leur organisation que dans leur fonctionnement, des différences notables avec ceux des pays africains qui ont été jusqu'ici analysés par le PASEC.

Des performances des élèves aux pistes de mesures de politiques éducatives préconisées, en passant par les variables pour comprendre l'effet de l'environnement scolaire et extrascolaire sur les apprentissages des élèves ainsi que l'efficacité interne du système, les résultats de ces évaluations ont donné à chaque fois lieu à des échanges de qualité d'où émergent, en fin de compte, des convictions de bonne appropriation, mais également de pertinence et d'opportunité des conclusions. Se regarder dans un miroir, en sachant que l'image qui vous sera renvoyée ne sera pas forcément celle à laquelle vous vous attendez, est indiscutablement un mérite.

Au regard du nombre croissant de pays enclins à faire plusieurs évaluations à intervalles réguliers, des tendances aussi qui se sont dégagées à ce propos lors de la conférence-débat des ministres du Bureau à Paris, il y a fort à parier que la culture de l'évaluation est en train de prendre son envol. Avec le renforcement des capacités des personnels des ministères de l'Éducation, tant par le biais des évaluations qu'au travers des ateliers de formation organisés par le PASEC, c'est toute une dynamique qui se met, lentement mais sûrement, en place.

Nous ne pouvons que nous en réjouir, dans la mesure où ces actions combinées sont autant de petits pas réalisés sur le difficile chemin des efforts permanents à fournir dans le pilotage et l'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs.

Mme Adiza HIMA
Secrétaire générale

Que retenir de l'évaluation PASEC au Congo ?



Après la période très difficile, caractérisée par des troubles qu'a connus le Congo dans les années 90 et qui ont eu un impact négatif sur l'évolution de la scolarisation, les effectifs scolarisés du primaire ont beaucoup augmenté, passant entre 1995 et 2007, de 511 401 élèves à 621 702, soit une augmentation de 22 %. Avec un taux d'accès en 1^{ère} année de 104,1% en 2007, l'accès à l'école primaire est quasi universel au Congo. Cependant, le taux d'accès en 5^e année du primaire est de 79%, ce qui indique des difficultés au niveau de la rétention des élèves. Ainsi, si l'accès à l'école primaire s'est beaucoup amélioré sur le plan quantitatif, le système éducatif primaire congolais présente cependant de fortes lacunes sur le plan qualitatif. Il existe de fortes disparités entre les résultats des élèves, entre les résultats moyens des écoles, ainsi qu'au niveau des conditions de scolarisation qui varient fortement d'un département à l'autre. Ces disparités se retrouvent surtout entre les zones rurales et urbaines et plus particulièrement entre Brazzaville et le reste du Congo.

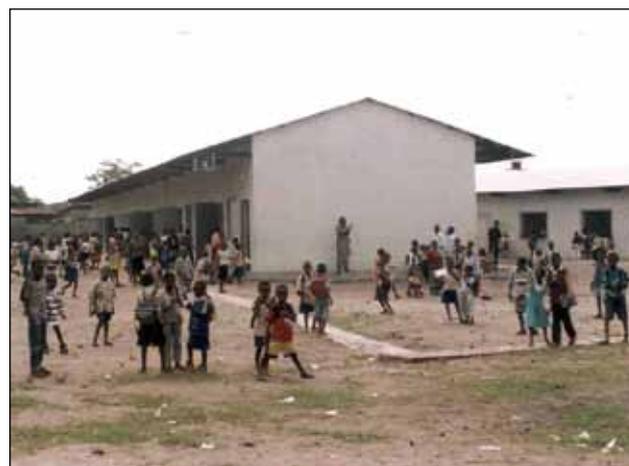
La diminution de la taille des classes, le respect du temps scolaire, sont autant d'axes d'amélioration significative des acquisitions scolaires des élèves.

La diminution du redoublement au profit d'un meilleur suivi pédagogique de l'élève, une plus grande présence des manuels scolaires et guides pédagogiques ainsi que leur plus grande utilisation en classe, la fréquentation du préscolaire, la diminution de la taille des classes, le respect du temps scolaire, la diminution du travail des enfants (travaux des champs, commerce, travaux domestiques) devraient permettre d'améliorer significativement les acquisitions scolaires des élèves. Dans la même foulée, le respect de la couverture du programme scolaire, notamment dans les dernières années du primaire, la poursuite de l'amélioration des

conditions d'enseignement, notamment l'équipement des classes et des écoles (tables-bancs, électricité, eau, latrines, salles des maîtres, matériel didactique, etc.), ainsi qu'un meilleur encadrement pédagogique par les directeurs et inspecteurs, sont de nature à apporter une plus value dans l'amélioration des acquisitions scolaires.

Devenir contractuel, puis fonctionnaire de l'État, voire conserver son poste dans un contexte d'obligation de résultats, est une source de motivation des enseignants

Au niveau des enseignants, les résultats de l'étude PASEC montrent que les maîtres ayant le diplôme d'instituteur adjoint ou instituteur (CEFCN et CFEEN) ou un niveau supérieur au Baccalauréat, obtiendraient de meilleurs résultats en 5^e année que les maîtres n'ayant reçu aucune formation initiale et ayant un niveau inférieur au Baccalauréat. Pour ce qui est de la 2^e année, ce n'est plus le diplôme, mais le statut qui jouerait un rôle positif sur les résultats des élèves. En effet, les enseignants communautaires ou du privé obtiendraient de meilleurs résultats en moyenne que les autres maîtres en 2^e année du primaire. Ceci s'expliquerait pour la première catégorie par une forte motivation pour devenir un contractuel de l'État puis un fonctionnaire, et pour la seconde par le souci de conserver leur poste dans un contexte où l'obligation des résultats est une condition nécessaire.



2010, année du cinquantenaire de
la CONFEMEN

Atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique au Congo

Du 14 au 15 septembre 2009, s'est tenu à Brazzaville (Congo), dans la salle de Conférences de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques, un atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système d'enseignement congolais. 91 délégués dont 11 directeurs départementaux de l'Enseignement primaire et secondaire chargés de l'Alphabétisation ont pris part à ce séminaire. C'était en présence de Monsieur Esaïe KOUNOUNGA, correspondant national de la CONFEMEN et sous la présidence de Mme Rosalie KAMA-NIAMAYOUA, ministre de l'Enseignement primaire et secondaire chargée de l'Alphabétisation. Après l'information traditionnelle sur la CONFEMEN et son Programme d'analyse des systèmes éducatifs



Une vue de la salle lors l'atelier de restitution

(PASEC) par les conseillers techniques, Bassile Zavier TANKEU et Vanessa SY, les résultats de l'évaluation ont été présentés par M. Rigobert BANZOUZI, membre de l'équipe nationale. Cette présentation qui a été suivie de débats riches, a particulièrement porté sur les performances et les acquis scolaires à l'école primaire, l'effet du contexte extra scolaire sur les apprentissages des élèves, les variables de politique éducative et enfin l'analyse coût/efficacité. Pour mener les réflexions et les échanges nécessaires, trois ateliers ont été constitués autour de trois aspects clés, à savoir la pédagogie, l'administration et les finances. La réalisation d'un enseignement primaire de qualité pour tous demeure une préoccupation et M. TANKEU l'a rappelé lors de l'ouverture officielle des travaux, indiquant que la CONFEMEN réitère son engagement à soutenir les pays membres dans leurs efforts de scolarisation primaire universelle, particulièrement dans l'élaboration de stratégies visant à améliorer l'accès, l'équité et la qualité. Propos auxquels Mme Rosalie KAMA-NIAMAYOUA a fait échos en soulignant que si les acquis du Congo sont incontestables sur le plan quantitatif, il lui reste toutefois à relever le défi de la qualité. S'appuyant sur des indicateurs illustrant les efforts déployés en matière d'éducation, le ministre a



La Ministre Rosalie KAMA-NIAMAYOUA (au milieu) lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier.

affirmé que l'évaluation menée par le PASEC s'inscrit dans le cadre d'une démarche visant à faire le point sur les processus d'apprentissages en cours dans les établissements scolaires congolais, avec pour toile de fond une question fondamentale : Est ce que nos enfants apprennent réellement en classe ? Sur quels ressorts jouer pour accroître les rendements et la qualité des prestations offertes dans les écoles congolaises ? L'expertise de la CONFEMEN a été donc requise pour diagnostiquer le système éducatif congolais afin d'identifier les déterminants de la réussite scolaire au Congo. Les travaux d'atelier, entrepris à la suite de la présentation des résultats, ont eu pour objectif essentiel de dégager des pistes de réflexion et de proposer des recommandations dont la mise en œuvre serait susceptible d'améliorer le fonctionnement de l'école congolaise.

Quelques recommandations adoptées à l'issue du séminaire atelier

- consolider et élargir la dynamique partenariale ;
- réduire la charge de travail extrascolaire qui pèse sur les filles ;
- mieux exploiter les résultats du PASEC ou mener des études complémentaires ;
- revoir le profil académique des futurs maîtres ;
- accroître le soutien pédagogique des enseignants et encadreurs pédagogiques pour améliorer les pratiques de la classe ;
- accroître grandement la présence des manuels et guides pédagogiques dans les classes et donner aux enseignants la capacité de les utiliser à bon escient ;
- renforcer les capacités des gestionnaires dans les écoles pour une saine gouvernance ;
- mener le financement de l'enseignement de 11% à 20% du budget national ;
- renforcer la mesure de la gratuité scolaire.

Que retenir de l'évaluation PASEC au Burkina Faso ?

Malgré des progrès indéniables enregistrés et le soutien annoncé et prévu de la communauté internationale, l'objectif de la scolarisation primaire universelle de 2015 est compromis, tant sur le plan quantitatif que sur celui de la qualité. L'effectif des élèves scolarisés au primaire a certes connu une importante progression depuis 1997, passant de 800 000 à 1,6 millions d'élèves. La couverture scolaire reste néanmoins l'une des plus faibles d'Afrique avec un taux brut de scolarisation de 65% en 2007. Le taux d'achèvement du cycle primaire est également limité et valait 32% en 2007. Entre 1996 et 2007, la baisse de niveau des élèves est significative. Elle est importante en 2^e année, aussi bien en mathématiques qu'en français, mais moindre en cinquième année.



Le niveau d'acquisitions des élèves ruraux, qui sont plus nombreux à accéder à l'école, a chuté entre les deux vagues d'évaluation

L'analyse du PASEC a donc montré un niveau faible d'acquisitions scolaires du Burkina Faso, les difficultés étant surtout importantes en milieu rural et dans les écoles arabophones. Le niveau est particulièrement faible en deuxième année et en mathématiques, discipline dans laquelle on remarque d'ailleurs une faible dotation en manuels scolaires.

Le niveau d'acquisitions des élèves ruraux, qui sont plus nombreux à accéder à l'école, a chuté entre les deux vagues d'évaluation de 1996 et 2007, entraînant une baisse du score moyen. La scolarisation de ces élèves ruraux, plus pauvres et moins susceptibles de parler la langue d'enseignement à la maison, est un défi majeur du système éducatif burkinabé. En outre, les effets de contexte liés aux conditions de vie des élèves (nutrition, travaux extrascolaires, aide à domicile, etc.) sont relativement importants au Burkina Faso et méritent une attention particulière afin de garantir l'égalité des chances. Les analyses multi variées pointent donc un certain nombre de facteurs qui sont autant de pistes de politiques éducatives.

Ainsi, la diminution du redoublement, l'augmentation de la fréquentation

du préscolaire, un meilleur équipement en matériel didactique ainsi que la diminution de la taille des classes, représentent des axes de solutions dont la mise en œuvre doit être envisagée pour améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages. D'autres mesures de politiques éducatives ont été édictées, à savoir une plus grande présence des manuels scolaires, notamment en mathématiques, une meilleure utilisation des guides du maître, un meilleur encadrement pédagogique par le directeur et les corps d'inspection, une augmentation du temps scolaire ainsi qu'une implication des parents d'élèves dans la vie de l'école.

La diminution du redoublement, un meilleur équipement en matériel didactique ainsi que la diminution de la taille des classes, représentent des axes de solutions pour améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages.

Par ailleurs, l'augmentation importante des effectifs scolaires doit donc s'accompagner de politiques introduisant de nouvelles pratiques d'enseignement pour les élèves de début de cycle. La construction de salles de classes supplémentaires et le recrutement d'enseignants devraient permettre de faire baisser la taille des classes en début de cycle et d'améliorer les conditions d'enseignement.



Atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique au Burkina Faso

L'atelier national de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système d'enseignement burkinabé, menée par le PASEC au cours de l'année scolaire 2006-2007, s'est tenu les 17 et 18 septembre 2009 dans les locaux de la « Direction de la recherche de l'Institut national d'alphabétisation ». Organisé conjointement par le ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la CONFEMEN, cet atelier avait pour objectif de présenter aux différents acteurs du système éducatif burkinabé, y compris les partenaires techniques et financiers, les résultats de ladite évaluation.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mme Odile BONKOUNGOU, ministre de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation, qui a notamment rappelé les progrès enregistrés dans le cadre du Plan décennal de développement de l'éducation de base (PDDEB), avant de préciser qu'en dépit de ces acquis, le système demeure peu performant, avec des abandons, des redoublements et des taux d'achèvement particulièrement faibles en ce qui concerne les filles (37,8%). Outre l'allocution de Mme BONKOUNGOU, la cérémonie d'ouverture a enregistré également les interventions de M. Gnissa GANOU, correspondant national (CN) de la CONFEMEN, qui a souhaité la bienvenue aux participants et de M. Moussa OUNTENI, conseiller technique au PASEC, qui a réitéré l'engagement de la CONFEMEN de continuer à soutenir les pays dans leurs efforts de scolarisation primaire universelle, particulièrement sur les défis de l'accès, de l'équité et de la qualité.



Une vue de la salle lors l'atelier de restitution

De hauts cadres du ministère de l'Enseignement de base et de l'alphabétisation, des directeurs centraux et régionaux, des inspecteurs et des conseillers pédagogiques, des directeurs et des représentants de syndicats, des membres de l'équipe nationale du PASEC, ont pris part aux échanges autour des résultats qui leur ont été présentés. Les travaux ont été axés autour de quatre groupes de réflexion, à savoir les conditions matérielles en classe, l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du système éducatif de base, la gestion des



La Ministre Odile BONKOUNGOU (2^e à partir de la gauche) lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier.

personnels enseignants ainsi que la prise en charge de l'éducation de base par la société civile. Les échanges dans ces quatre ateliers ont abouti à la formulation de pistes et stratégies d'action opérantes à mettre en œuvre ou à approfondir pour améliorer la qualité des apprentissages.

Quatre groupes de travail ont été mis en place et ont travaillé sur différents points issus des résultats de l'évaluation et les préoccupations exprimées au cours des débats.

Voici quelques recommandations faites à l'issue des travaux :

- doter les écoles à temps de fournitures scolaires ;
- renforcer les capacités des enseignants par l'encadrement ;
- relever le niveau de recrutement ;
- revoir le mode de recrutement : revenir sur le système classique ;
- institutionnaliser le cahier de présences ;
- mettre en place un logiciel de suivi des formations reçues pour identifier, suivre et valoriser ces formations reçues ;
- former des chargés de ressources humaines en gestion prévisionnelle pratique des effectifs et des compétences ;
- mobiliser les organisations de la société civile pour une participation active au suivi et à l'évaluation des objectifs de la réforme.

Que retenir de l'évaluation PASEC de Maurice ?

Les indicateurs de scolarisation sont très remarquables à Maurice, particulièrement dans l'enseignement primaire qui affiche en 2005 un taux brut de scolarisation de près de 101%, un taux d'achèvement de 100% et la parité garçon/fille assurée. Cependant, le système n'échappe pas à un certain nombre de défis comme partout ailleurs sur le continent, principalement sur le plan de la qualité et de l'équité. En dépit donc des résultats quantitatifs de scolarisation remarquables, plusieurs questions se posent : qu'apprennent les élèves? Leur

apprentissage est-il efficace au regard des objectifs de l'éducation dans le contexte de la mondialisation ?



être les tâches les plus déterminantes pour améliorer et renforcer la qualité des enseignements et des apprentissages.

Développer très tôt auprès des enfants des activités pour une plus grande imprégnation avec la langue d'enseignement, encourager et renforcer la discrimination positive en faveur des plus pauvres dans la politique éducative, encourager



Près du tiers des élèves achèvent le cycle primaire sans être capables de lire convenablement un texte, de faire les liens entre les différentes parties et de l'interpréter.

En dehors du PASEC, deux évaluations ont été déjà menées par le SACMEQ. Il s'agit d'évaluations qui portent sur les élèves de la dernière année du cycle primaire (standard VI ou CM2) et qui mesurent leur niveau de compétences en lecture et en mathématiques. La dernière évaluation pour laquelle les données sont disponibles date de la période 2000-2002 et fait ressortir que près du tiers des élèves achèvent le cycle primaire sans être capables de lire convenablement un texte, de faire les liens entre les différentes parties et de l'interpréter. Le constat est presque identique en mathématiques. Près de 42% des élèves finissent la dernière année du primaire sans les notions de base en calcul. Il s'agit là d'un défi majeur pour le système éducatif mauricien. En outre, contrairement à la situation dans les autres pays africains ou de l'Océan Indien, les élèves jouissent d'un environnement plutôt satisfaisant dans les classes mauriciennes, avec des ressources matérielles et pédagogiques de base disponibles et des enseignants qui possèdent les qualifications requises.

L'enjeu principal demeure la transformation de ces ressources en résultats d'apprentissage. Près du quart des directeurs n'effectuent pas de réunions pédagogiques avec l'équipe enseignante, et près de 85% des directeurs consacrent la majorité de leur temps de présence à l'école aux tâches administratives. Or, la gestion et l'animation pédagogique au sein des écoles paraissent

Quelques pistes de politiques éducatives pour améliorer la qualité de l'éducation

et renforcer la régularité des réunions pédagogiques dans les écoles sont autant de mesures de politiques éducatives à appliquer pour améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages. En outre, il faudra s'atteler à suivre et à évaluer la couverture des programmes officiels par les enseignants dans les classes, à établir et/ou à renforcer les liens avec le domicile des apprenants pour accroître l'intérêt des parents dans l'école et réduire l'absentéisme des élèves, à examiner le mécanisme de distribution et l'utilisation effective des matériels didactiques et à envisager des alternatives appropriées aux éventuels dysfonctionnements.



Atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système d'enseignement de Maurice

Les locaux du « Mauritius Examination Syndicate », à Reduit, ont servi de cadre, les 9 et 10 avril 2009, à l'atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système d'enseignement mauricien. Organisé conjointement par le ministère de l'Éducation, de la culture et des ressources humaines (MOECHR), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN), cet atelier avait pour objectifs la présentation, aux différents acteurs et partenaires du système éducatif mauricien, des résultats issus de l'évaluation PASEC, l'organisation de discussions et d'ateliers de réflexion autour de ces résultats ainsi que la formulation de pistes et stratégies d'action

ou de suggestions de thématiques à mettre en œuvre ou à approfondir pour améliorer la qualité des apprentissages. L'atelier a enregistré la participation des directeurs centraux et régionaux, des inspecteurs des écoles, des représentants du Bureau d'éducation catholique (BEC), des conseillers pédagogiques du BEC, de représentants d'écoles, d'instituts, de syndicats, de l'unité ZEP ainsi que de l'équipe nationale du PASEC. Ouverts par Mme S. Mayadevi, membre du Comité scientifique qui a renouvelé la gratitude du ministère de l'Éducation à l'endroit de la CONFEMEN pour tous les efforts fournis dans le pilotage de cette évaluation pour l'amélioration de la qualité du système éducatif mauricien, les travaux ont été l'occasion de réflexion et d'échanges sur les insuffisances relevées dans le cadre de cette évaluation. Si les principales mesures et leviers d'actions n'épuisent pas les défis posés, ils apparaissent toutefois primordiaux dans la quête de la qualité et de l'équité.

C'est dans cette optique que les participants ont été organisés en groupe de travail sur les différents résultats de l'évaluation pour dégager des recommandations, suggestions et pistes de réflexion complémentaires dont la mise en œuvre serait de nature à améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages. Tout en reconnaissant les énormes progrès réalisés au plan national, Mme S. Mayadevi a exhorté les participants à regarder avec beaucoup d'objectivité les résultats de l'évaluation afin de chercher les solutions appropriées aux défis de l'amélioration de la qualité des apprentissages. Auparavant, les conseillers techniques ont pu s'entretenir avec le ministre de l'Éducation, de la Culture et des Ressources humaines, l'honorable Dr Vasant Kumar BUNWARREE ; entretien au cours duquel les résultats de l'évaluation lui ont été présentés, avec

un accent particulier porté sur les disparités entre ZEP et non ZEP, la question des leçons particulières ainsi que les pistes de politiques éducatives. Le Ministre a également prêté une oreille attentive à la question de la langue d'enseignement, évoquant dans la foulée l'introduction éventuelle du créole pour le préscolaire

ou l'enseignement des mathématiques dans les premières années. Après ces échanges avec le Dr BUNWARREE, une deuxième restitution a été faite le 8 avril 2009 dans les locaux du ministère de l'Éducation devant un comité restreint de hauts cadres placé sous la coordination de Madame Premila AUBEELACK, correspondante nationale de la CONFEMEN. La présentation des résultats, plutôt interactive, a été suivie de débats très riches, et le vœu que l'atelier national

puisse apporter des recommandations claires et pratiques sur ces différentes questions a été formulé.



Quelques pistes de politiques éducatives pour améliorer la qualité de l'éducation

Quatre groupes de travail ont été mis en place et ont travaillé sur différents points issus des résultats de l'évaluation et des préoccupations exprimées au cours des débats :

- abolir graduellement les leçons particulières.

Les enfants en difficulté (needy children) devraient bénéficier en priorité de ces leçons et non les enfants qui réussissent déjà bien. Cela pourrait prendre la forme de classes de remédiation (remedial classes) ou plus généralement de mesures de remédiation en faveur des élèves faibles ;

- conserver l'anglais comme langue d'enseignement, mais avec une certaine flexibilité aux enseignants pour l'enseignement des matières, qui devraient pouvoir utiliser le français ou le créole, ou les langues ancestrales, si cela peut aider à la transmission des connaissances ;
- l'âge d'entrée doit être maintenu à 5 ans ;
- consolider le programme de nutrition dans les écoles (school feeding program) et la détection des problèmes de santé ;
- renforcer les comités pédagogiques.

Que retenir de l'évaluation au Gabon ?

Avec un PIB/habitant de l'ordre de 6000 dollars pour la période 2000-2005, le Gabon se place parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Malgré cela, les dépenses d'éducation, qui sont passées, entre 2001 et 2003, de 10,4% à 14,3% des dépenses totales de l'État, demeurent en deçà de la moyenne africaine estimée à 18%. Le taux de redoublement est l'un des plus élevés du monde. Selon l'enquête PASEC, au Gabon, 58,9% des élèves de 2^e année et 82% des élèves de 5^e année ont déjà redoublé au cours de leur scolarité. 35,3% des élèves de 5^e année ont redoublé plus d'une fois. Les écoles fonctionnant à mi-temps et les classes multigrades sont relativement nombreuses, tandis que la géographie du pays induit une proportion importante d'écoles de petite taille et à cycle incomplet.

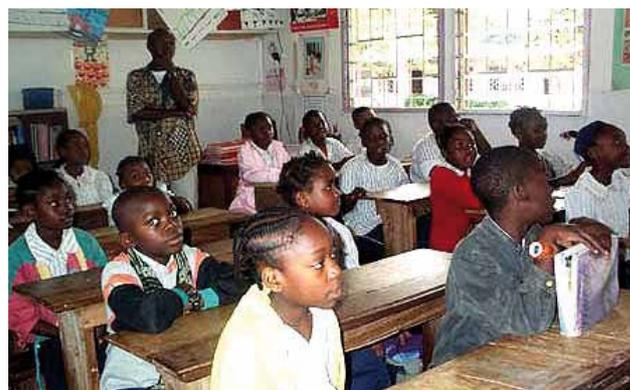
Près des deux tiers des élèves de 11 ans parviennent en 5^e année du cycle primaire (ce qui est proche de la moyenne africaine) et l'objectif de parité genre est un fait dans l'enseignement primaire au Gabon.

Sur un tout autre plan, une proportion importante d'élèves travaille dans des conditions matérielles difficiles, marquées essentiellement par des effectifs pléthoriques en classes, l'insuffisance de matériels et d'équipements pédagogiques, de manuels pour élève et de guides pour enseignant. En outre, la situation présente des disparités entre écoles et entre secteurs public et privé. Il ne faut pas toutefois se méprendre. Le système éducatif primaire gabonais présente beaucoup de points de satisfaction.

Ainsi, comparativement aux autres pays étudiés par le PASEC, le Gabon se signale par certaines spécificités, à savoir une forte participation du secteur privé (plus



de 30% des effectifs) et des enseignants relativement bien formés. En outre, le taux d'alphabétisation est l'un des plus élevés de la région. Près des deux tiers des élèves de 11 ans parviennent en 5^e année du cycle primaire (ce qui est proche de la moyenne africaine) et l'objectif de parité genre est un fait dans l'enseignement primaire au Gabon. En effet, 51% des élèves de 2^e année et 50% des élèves de 5^e année sont des filles dans l'échantillon de l'enquête.



Il faut également noter l'effort de l'État pour le recrutement et la formation des enseignants. Plus de la moitié des enseignants de l'échantillon ont en effet au moins le baccalauréat, 80% d'entre eux ont bénéficié d'une formation initiale de longue durée (supérieure ou égale à un an). De plus, 93% des enseignants du public et 68% des enseignants du privé sont des fonctionnaires.

Quelques pistes de politiques éducatives pour améliorer la qualité de l'éducation

Quatre pistes de politiques éducatives essentielles ont été proposées, à savoir l'amélioration des conditions matérielles et de la capacité d'accueil du système d'enseignement primaire, le renforcement des capacités du personnel enseignant et des personnels de gestion du système. Ainsi, le rapport propose, entre autres, l'amélioration de la carte scolaire pour un meilleur traitement des besoins réels, une plus grande allocation de ressources publiques à l'éducation ainsi qu'une répartition équitable et rationnelle d'enseignants aux écoles pour diminuer les disparités.



**VIVEZ AVEC NOUS LE
CINQUANTAIRE DE
LA CONFEMEN**

Atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système d'enseignement gabonais

Les 23 et 24 avril 2009, s'est déroulé dans la salle de conférence de l'École normale supérieure de Libreville, l'atelier de restitution des résultats de l'évaluation de la qualité de l'enseignement primaire au Gabon. Présidé par M. Michel MENGA, ministre de l'Éducation nationale et de l'instruction civique ayant à ses côtés son homologue de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'insertion professionnelle des jeunes, l'atelier a réuni quelques 240 acteurs de l'éducation ainsi que les partenaires techniques et financiers. Il y avait les membres du Cabinet du ministre, les secrétaires généraux, les directeurs techniques et centraux, les partenaires techniques et financiers du système éducatif, les membres de l'équipe nationale PASEC, les concepteurs de programmes, les chefs des circonscriptions scolaires, les conseillers pédagogiques, les cadres de la Direction de l'inspection pédagogique, les directeurs et les enseignants de 2^e et 5^e années des écoles ayant fait



Le Ministre Michel MENGA (à gauche) lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier.

l'objet de l'évaluation, les administrateurs des tests, les représentants des parents d'élèves ainsi que les organisations syndicales. La cérémonie d'ouverture officielle a été marquée par deux allocutions : celle de M. GARBA HAMIDOU Seydou, conseiller technique au PASEC, qui a exprimé le vœu de la CONFEMEN de voir l'atelier aboutir à des recommandations pertinentes qui contribueront à relever les défis identifiés ; puis celle de M. Michel MENGA, ministre de l'Éducation nationale et de l'instruction civique, qui a renouvelé la gratitude de son pays à l'endroit de la CONFEMEN pour tous les efforts fournis dans le pilotage et l'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs. Les résultats de l'évaluation du PASEC comprennent, entre autres, les performances des élèves aux tests, les variables pour comprendre l'effet de l'environnement scolaire et extrascolaire sur les apprentissages des élèves, l'efficacité interne du système d'enseignement primaire gabonais ainsi que les pistes de mesures de politiques éducatives.

À la suite de la présentation, les participants ont procédé à des échanges enrichissants ayant permis de cerner les préoccupations des différents acteurs.

Ces préoccupations tournent notamment autour du niveau des performances aux tests réalisées par le Gabon, les limites des tests PASEC pour la mesure exhaustive des acquisitions scolaires et l'inquiétude formulée par rapport au sort qui pourrait être réservé aux recommandations. Des réponses et des éclaircissements à ces interrogations ont été apportés par les membres de l'équipe nationale, les membres du bureau de séance et les conseillers techniques du PASEC avant que les participants ne s'engagent dans les travaux d'ateliers. Trois groupes ont été constitués sur les conditions matérielles (matériels et équipements pédagogiques, manuels pour élèves et guides pédagogiques pour enseignants), la capacité d'accueil (ratio élèves/classe, élèves/maître, fonctionnement des classes et redoublement) et la capacité du personnel enseignant (formation initiale, formation continue, assiduité des enseignants).

Quelques Recommandations issues de l'atelier de restitution

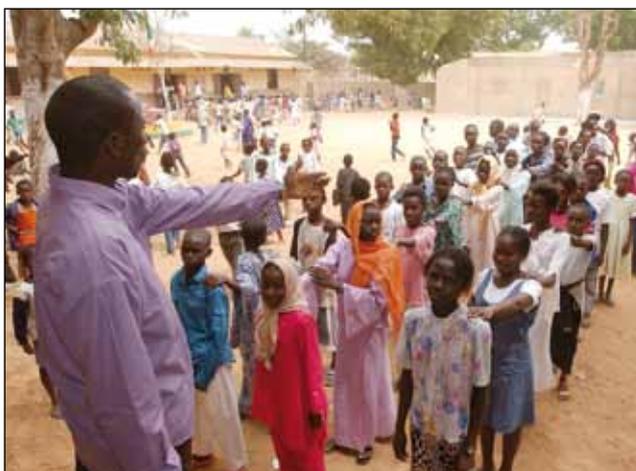
- instaurer un système d'encouragement pour les meilleurs enseignants et les sanctions pour les mauvais ;
- prendre une loi qui porte sur la création des conseils d'établissements (CE) afin d'encourager la participation communautaire à la gestion des établissements scolaires ;
- tenir régulièrement les commissions de la carte scolaire ;
- élaborer un curriculum prenant en compte tous les contours de la formation ;
- doter les centres de formation de bibliothèques et de matériels didactiques en quantité suffisante avec un accent particulier sur le pré primaire ;
- réserver la moitié du temps destiné à la formation initiale aux stages pratiques ;
- faire une enquête de moralité avant l'admission de tout postulant à l'ENI ;
- réhabiliter les écoles d'application et les doter de maîtres formateurs ;
- former les gestionnaires des établissements scolaires.

Que retenir de l'évaluation du système éducatif du Sénégal ?

Classé au 156^e rang sur 177 pays en 2006 par le PNUD dans son Indice de développement humain (IDH), le Sénégal présente une proportion importante d'écoles en milieu rural, à cycle incomplet ou fonctionnant à double flux et en classes multigrades, avec une participation relativement faible du secteur privé. Malgré les mesures entreprises tout au long de la décennie, la qualité de l'éducation reste donc une des problématiques centrales du système éducatif sénégalais.

Sur le plan international, les performances des élèves au PASEC 2007 place le Sénégal en position moyenne au regard de ses pairs francophones.

Les résultats des élèves aux tests PASEC de 2007 en français et en mathématiques confirment cette tendance. Ces résultats sont moyens et hétérogènes dans les deux matières, que ce soit en 2^e année ou en 5^e année du primaire. En effet, les scores moyens agrégés de mathématiques et de français des élèves sont de 46% en 2^e année et 40,5% en 5^e année. Cependant, ils cachent des disparités non négligeables au niveau régional, entre les écoles et entre les filles et les garçons. Sur le plan international, les performances des élèves au PASEC 2007 place le Sénégal en position moyenne au regard de ses pairs francophones. En termes d'évolution dans le temps (1996-2007), le niveau d'acquisitions des élèves n'a pas significativement changé ces dix dernières années au Sénégal. L'analyse des différences de performances entre les élèves fait ressortir qu'un certain nombre de facteurs influencent significativement les apprentissages scolaires. Ainsi, même si le niveau de vie des familles n'a pas d'impact sur les apprentissages des élèves en cours d'année, il explique cependant une variation importante des résultats entre écoles et entre secteur public et privé, tout comme le temps scolaire.



La pratique de la langue d'enseignement à la maison ne discrimine pas significativement les élèves entre eux. Néanmoins, les élèves sénégalais parlant le français à domicile ont l'avantage de garder un meilleur niveau de performance tout au long de leur cursus comparativement à leurs camarades. L'absentéisme des enseignants, comme dans tous les pays PASEC, influe négativement sur les apprentissages des élèves, à tous les niveaux et atteint des proportions importantes au Sénégal. Les classes à effectif inférieur à 40 élèves ont un effet positif, toutes choses égales par ailleurs, sur les acquis des élèves de deuxième et cinquième année.

L'absentéisme des enseignants, comme dans tous les pays PASEC, influe négativement sur les apprentissages des élèves, à tous les niveaux et atteint des proportions importantes au Sénégal.

Pour conclure, une multitude de pistes d'actions, se détachent de l'analyse et pourraient avoir à long terme une plus value sur la qualité des apprentissages :

- diminuer la taille des classes, en priorité dans les petits niveaux ;
- prioriser la dotation en manuels de lecture dans les petites classes ;
- améliorer la supervision des enseignants ;
- diminuer les occasions d'absence des maîtres afin d'augmenter le temps scolaire ;
- continuer la politique de formation initiale des enseignants et assurer au moins un an de formation ;
- assurer un encadrement de proximité en organisant régulièrement des journées pédagogiques autour des pratiques de classe, sans nuire au temps scolaire.

Pour votre information sur les politiques éducatives, visitez le site de la CONFEMEN
www.confemen.org

Atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système éducatif du Sénégal

La restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système éducatif du Sénégal a été faite du 2 au 3 novembre 2009 à l'hôtel Ngor Diarama de Dakar, sous la présidence de M. Kalidou DIALLO, ministre de l'Enseignement préscolaire, de l'Élémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues nationales et en présence de Mme HIMA Adiza, Secrétaire générale de la CONFEMEN. C'était lors d'un atelier qui a regroupé de nombreux acteurs de l'éducation, notamment le correspondant national de la CONFEMEN, les inspecteurs d'académie (IA), les inspecteurs départementaux de l'éducation (IDE), les partenaires techniques et financiers du système éducatif sénégalais ainsi que les partenaires sociaux (représentants des parents d'élèves et des organisations syndicales). « La CONFEMEN, a dit Mme HIMA, a inscrit son action dans la réflexion et l'analyse sur les politiques éducatives, l'échange et le partage des expériences et des pratiques porteuses ainsi que dans la recherche d'un partenariat fonctionnel au service des systèmes éducatifs ». Quant à M. DIALLO, il a affirmé « la volonté politique des autorités de son pays à mettre en œuvre tous les engagements pris pour réaliser une école de qualité pour tous en 2015 ». La présentation des résultats a essentiellement porté sur les performances des élèves aux tests PASEC, la comparaison internationale, l'effet du contexte scolaire et extrascolaire et les pistes de mesures de politiques éducatives. Le niveau moyen de performances des élèves sénégalais, comparativement à ceux des autres pays ayant participé au programme, le niveau de recrutement



Le Ministre Kalidou DIALLO (au milieu) lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier.

académique des enseignants, la politique éditoriale des manuels, figurent parmi les préoccupations autour desquelles les débats se sont déroulés. Les travaux entrepris au niveau des trois groupes de travail installés ont permis aux participants de parvenir à une bonne appropriation du contenu du document

et à une appréciation objective de la pertinence et de l'opportunité des conclusions. Dans leurs interventions, la Secrétaire générale de la CONFEMEN et le Ministre DIALLO ont apprécié la qualité du cadre de concertation, de discussion et de partage autour des résultats. Le Ministre DIALLO a particulièrement rappelé que le rapport préliminaire de l'enquête avait fait l'objet d'une exploitation

et d'une valorisation dans le cadre de la réflexion et de la programmation de la troisième phase du PDEF.

Quelques Recommandations issues de l'atelier de restitution

- exploiter les résultats de l'étude dans le cadre de l'actualisation des PRDE et PDDE dont le processus démarre en décembre 2009 ;
- élaborer et diffuser largement des supports de vulgarisation des résultats de l'étude ;
- identifier les études complémentaires à conduire pour mieux cerner certaines hypothèses formulées dans le rapport ;
- une formation initiale et continuée plus pertinente et plus efficace des maîtres ;
- introduire les langues nationales comme langues d'apprentissage dans les écoles ;
- mettre en place une bonne politique éditoriale des manuels (de la production à la distribution dans les écoles de façon à ce que les petites classes soient suffisamment outillées.



LISEZ ET FAITES LIRE
CONFEMEN *infos*

Atelier international de formation du PASEC 2009



Une vue de la table des officiels lors de l'atelier de restitution.

La ville de Siem Reap, au Cambodge, a accueilli, du 1^{er} au 7 octobre 2009, le 13^e Atelier international de formation du PASEC. Cet atelier de formation, qui ouvre pour ainsi dire la page sud-est asiatique de la CONFEMEN, a porté sur deux volets essentiels : le renforcement des capacités

édumétriques des membres des équipes nationales du PASEC et leur formation aux méthodes d'évaluations diagnostiques du PASEC. Ouverts par M. Im Sethy, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge, les travaux ont débuté avec la présentation de la CONFEMEN et des activités menées dans le cadre de son Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC).

Un accent particulier a été porté au cours de cette présentation sur la synthèse des activités des phases VII et VIII du PASEC, réalisées entre 2003 et 2007. Après la présentation par les pays de leurs activités nationales d'évaluation et la séance d'imprégnation clôturée par un exposé des objectifs de l'atelier, MM. Denis Chabot et Moussadak Ettayebi, tous



deux de la Chaire UNESCO en développement curriculaire UQAM (Canada), ont particulièrement attiré l'attention des participants sur la distinction entre le curriculum et les programmes d'études, les fonctions d'un curriculum, le diagnostic des outils à exploiter au niveau du PASEC ainsi que la conception des tests d'évaluation. Par delà les travaux en ateliers, notamment sur l'identification des principaux rôles du client et de l'évaluateur selon le schéma du modèle Stufflebeam (CIPP), les participants ont fait connaissance avec un certain nombre d'outils, en l'occurrence le logiciel Edustat, un logiciel de gestion de recherche en éducation et d'analyses statistiques dont l'exploitation peut être fort utile aux équipes nationales PASEC. Ils ont également été sensibilisés à l'importance de la terminologie, initiés à l'établissement des dimensions d'un tableau de spécification en rapport avec le français et les mathématiques pour les classes de 2^e et 5^e années ainsi qu'à l'élaboration d'un item. D'autres

aspects techniques ont aussi été abordés au cours de cette formation. La deuxième partie de la formation, liée aux méthodologies du PASEC, a été conduite par les conseillers techniques suivant les étapes chronologiques d'une évaluation sur le terrain. S'appuyant aussi bien sur les aspects théoriques que pratiques des méthodes statistiques habituellement utilisées pour l'évaluation des systèmes éducatifs primaires, ce volet a couvert ainsi la définition claire et précise des objectifs de l'évaluation, l'identification de la population cible, l'élaboration des instruments, l'échantillonnage, les opérations de collecte et de traitement des données ainsi que les analyses appropriées, la rédaction du rapport et la publication des résultats.



CONFEMEN *INFOS*

est une lettre trimestrielle consacrée à l'actualité, à la recherche et au partenariat dans le secteur de l'éducation ainsi qu'à toutes les activités de la CONFEMEN dans le monde.

Elle est publiée par le Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN.

Directrice de publication : Adiza Hima
Rédacteur en chef : Modi Alzouma Moussa
Rédaction : Modi Alzouma Moussa
Conception Infographique : Ndiaga Mahip Diop
Collaboration : Anne Penda Sène, Fatou Ndoye, Agathe Fiset

Secrétariat technique permanent de la **CONFEMEN**
Complexe Sicap Point E, Immeuble C, 3^e étage
Avenue Cheikh Anta Diop
BP 3220 Dakar-SENEGAL
Tél. : 221 33 859 29 79
Fax : 221 33 825 17 70
Email : confemen@confemen.org